

PALAVRA-CHAVE

MINISTÉRIO DA COMUNICAÇÃO SOCIAL

CENTRO DE DOCUMENTAÇÃO

Jornal: *Le Letratu* N.º *11*

França

Data: *29. 9. 579* Loc.

Portugal : deux morts pour un troupeau de vaches

La garde nationale a tiré sur des travailleurs qui refusaient de restituer du bétail à un ancien propriétaire

Deux morts et plusieurs blessés pour un troupeau de vaches dont la loi ne disait pas assez exactement à qui il appartenait : tel est le dernier épisode sanglant des affrontements continuels qui agitent l'Alentejo portugais à propos de la réforme agraire.

JEUDI, une brigade de la Garde nationale républicaine (GNR) était venue assister les responsables du ministère de l'Agriculture dans une délicate mission, près d'Evora.

Il s'agissait de restituer une parcelle des terres occupées par l'unité collective de production Bento Gonçalves à l'ancien propriétaire. Les travailleurs de l'unité collective n'y étaient pas a priori hostiles et ils savaient fort bien que la loi de la réforme agraire, approuvée par le parlement de Lisbonne, les obligeait à céder ce terrain.

Mais ils contestaient cependant un point de la décision du ministère de l'Agriculture : ils considéraient que le troupeau de vaches, dont l'ancien propriétaire exigeait la restitution, leur appartenait, puisque, depuis la fondation de leur coopérative, ils l'avaient eux-mêmes élevé et nourri.

Ils accueillirent donc la GNR à coups de pierres et certains manifestants, armés, n'hésitèrent pas à tirer. Les policiers, perdant leur sang-froid, ripostèrent brutalement, tuant deux travailleurs agricoles et en bles-



Au sol, entouré par ses amis, le corps de Joao Geraldo Caravela, cinquante-sept ans, l'un des deux paysans assassinés par la police

sant plusieurs autres, dans une fusillade qui fit également quelques blessés dans leurs rangs.

C'est la première fois, depuis le début de la réforme agraire, que le bilan des affrontements est aussi grave. Le nouveau premier minis-

tre, Maria de Lurdes Pintasilgo, qui avait récemment affirmé à notre correspondant à Lisbonne, José Alves, son intention de ne pas faire porter ses efforts sur un problème ne concernant en définitive qu'environ vingt mille personnes, sera

peut-être obligé, si le dilemme se pose, de consacrer plus d'attention à la réforme agraire, qui a été pendant deux ans, le principal enjeu des débats politiques, revient tragiquement sur le devant de la scène.

